

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement
120 bis rue La Fayette
75010 Paris
tél: 01 48 24 11 88
fax: 01 48 24 11 83
mail: pcf10@voila.fr

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2009

à Paris^e

LA POSTE

le succès de la consultation confirme le refus de la privatisation

*un bureau
de vote
tenu par
des militants
communistes
du 10^{ème}
devant la poste
Bonne Nouvelle*



En pleine période de congés d'été, le gouvernement a décidé de présenter la réforme du statut de La Poste lors du Conseil des ministres du 29 juillet dernier : une véritable tentative de passage en force, au regard de l'opposition massive qui s'est exprimée contre cette réforme au travers des

comités de défense qui se sont constitués ces dernières années sur tout le territoire, regroupant postiers, usagers et élus.

Cette mobilisation s'est construite autour de l'exigence du maintien d'un service public de qualité et de proximité, accessible à tous et présent sur l'ensemble du territoire.

Derrière ce changement de statut se prépare, comme cela s'est fait pour France Télécom et EDF-GDF, l'ouverture du capital aux groupes financiers privés et autres fonds de pension, responsables de la crise financière, économique et surtout sociale que nous vivons.

L'expérience des pays européens qui ont déjà privatisé leurs services postaux est sans appel : la privatisation a entraîné partout une augmentation des tarifs et une dégradation des services pour les usagers et ce en supprimant des emplois et en renforçant la précarité.

Afin de préparer ce passage au privé, la direction de La Poste ne cesse de réorienter ses activités en privilégiant les plus rentables. Par exemple, des espaces "boutique", commercialisant des produits "à haute valeur ajoutée", ont été créés dans de nombreux bureaux de poste, entraînant la suppression de guichets "toutes opérations" et des emplois correspondants, avec pour conséquence l'allongement des files d'attente.

Ainsi, dans le 10^{ème}, 20 emplois ont déjà été supprimés depuis le début de l'année 2009 et 5 autres sont menacés.

Lors du conseil d'arrondissement du 22 septembre, les élus communistes du 10^{ème} ont soumis un vœu demandant au maire de Paris de s'adresser au gouvernement afin de lui exprimer son opposition à la réforme du statut de La Poste et d'organiser, dans le cadre de la consultation nationale du 3 octobre, une votation citoyenne au sein de la mairie d'arrondissement. Ce vœu a été adopté par la majorité municipale.

Pour cette consultation, plus d'une dizaine de bureaux de vote ont été mis en place dans le 10^{ème} (dont un à la mairie) et tenus par des syndicats, des organisations politiques de gauche et diverses associations. Près de 8 000 usagers (2 324 000 au plan national) ont participé à cette votation et ont très majoritairement rejeté ce projet de casse d'un service public.

Ce succès légitime l'exigence que soit organisé au plan national un référendum d'initiative citoyenne, possible depuis la réforme de la constitution votée le 21 juillet 2008. Mais le gouvernement veut passer en force. La mobilisation doit se poursuivre.

BESOIN DE S'ENGAGER

Démantèlement de La Poste, mise en pièce de l'Éducation nationale, création de la taxe carbone, attaque contre les retraites, augmentation du forfait hospitalier... mais maintien du bouclier fiscal pour les plus favorisés.

Nous sommes nombreuses et nombreux à être en désaccord avec ces politiques de régression sociale. Oui, mais pour changer cela, il faut se rassembler autour de propositions alternatives, privilégiant la satisfaction des besoins de la grande majorité, la solidarité et le respect de la planète.

Les militants et les élus communistes sont pleinement engagés dans toutes les luttes qui se développent tant au niveau local que national. Rejoignez-les pour agir sur la situation d'aujourd'hui et construire une société solidaire où chacun reçoit selon ses besoins, en particulier en termes de santé, de logement, d'éducation, d'emploi. C'est l'engagement de nous tous qui permettra de changer les choses.

Dante Bassino, responsable de la section PCF 10^{ème}

EXILÉS DU 10ÈME

Bertrand Delanoë au kiosque d'orientation

La décision de la ville d'interdire l'accès du jardin Villemin aux exilés pour y dormir la nuit avait remis l'accent sur la situation d'impasse créée par les politiques de répression des migrations et de réduction du droit d'asile menées en France et en Europe.

Face à cette situation dramatique, les élus communistes avaient réitéré leur demande que le maire de Paris vienne sur place pour interpellier publiquement et solennellement le gouvernement sur son refus d'assumer ses responsabilités et exiger un plan d'urgence d'accueil et d'hébergement.

Le 22 octobre, Bertrand Delanoë s'est rendu au kiosque d'orientation du 218 rue du Faubourg Saint-Martin, une structure créée l'an passé et financée par la ville, destinée aux populations en errance et en particulier aux exilés.

CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Dans le cadre de la *Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes*, Marie-Thérèse Eychart, élue en charge de l'égalité femmes-hommes, avait, l'année dernière, voulu sensibiliser les habitants du 10ème au grave problème des violences conjugales et de leurs répercussions sur les enfants, lors d'un débat public en mairie.

Cette année, le **mardi 24 novembre**, sera projeté le film *Marie-Line* de Mehdi Charef. Il sera suivi d'un débat sur la question du harcèlement au travail des femmes, particulièrement des immigrées sans-papiers, doublement fragilisées et plus encore lorsqu'elles sont mères. C'est aussi un film sur la solidarité féminine.

Participeront à ce débat : Ernestine Ronai, responsable à l'*Observatoire des violences faites aux femmes*, et Christine Guillemaut, de l'*Observatoire à l'égalité femmes-hommes*.

*vous souhaitez réagir
donner votre avis
faire des suggestions
travailler avec nous
sur l'une des questions
abordées ici, ou une autre
contactez-nous
par le moyen de votre choix
(voir coordonnées page 1)*

Ce kiosque, géré par les associations *France Terre d'Asile* et *Emmaüs*, a reçu en un an près de 1 000 personnes à la recherche d'un hébergement ou en demande d'un statut de réfugié.

Le maire de Paris s'est engagé à maintenir les efforts financiers de la municipalité pour le kiosque et l'accueil des mineurs, mais a affirmé clairement que la ville ne pouvait s'engager plus, compte tenu de sa situation financière actuelle.

Cette prise de position n'est pas suffisante. Elle ne prend en compte ni l'urgence de la situation à l'approche de

l'hiver, ni l'obligation du département de Paris d'assurer la prise en charge des mineurs et de leur suivi éducatif, par l'intermédiaire de son service de l'aide sociale à l'enfance (ASE).

Au nom des élus communistes, Alain Lhostis a proposé d'organiser un rassemblement en novembre, à l'appel de toutes les associations, partis politiques et élus qui voudront s'y associer, pour exiger "tous ensemble" de l'État que les réfugiés soient accueillis dignement sur notre territoire et que l'accueil des mineurs isolés soit une priorité absolue.

Il conclut sa déclaration en formulant le vœu "que, ce jour là, le maire de Paris et le maire du 10ème soient des nôtres".

Paroles d'exilés

C'est le titre d'une vidéo réalisée par la section PCF du 10ème donnant la parole aux réfugiés et tout particulièrement aux jeunes mineurs.

Ce film invite à réagir en s'adressant au président de la République et au maire de Paris.

consulter
www.paris.pcf.fr



LIBERTÉ POUR SALAH HAMOURI



Salah Hamouri, jeune franco-palestinien, âgé aujourd'hui de 25 ans, est emprisonné depuis plus de 4 ans en Israël.

Un tribunal militaire israélien l'a jugé et condamné à 7 ans de prison pour, selon ce tribunal, avoir eu l'intention de commettre un assassinat sur la personne du rabbin Ovadia Yossef. Aucune preuve n'a pu être apportée à ce propos, la seule "preuve" serait qu'il soit passé devant le domicile de ce rabbin extrémiste.

Salah se trouve ainsi être le seul Français prisonnier pour raisons politiques dans un autre pays. Des motions de soutien, présentées lors des réunions des Conseils d'arrondissement parisiens et du Conseil de Paris, demandant sa libération, ont été votées. Toutefois, alors que le président de la République a, à plusieurs reprises, reçu les parents de Français emprisonnés à l'étranger, et ceci quel qu'en soit le motif, il s'est toujours refusé de le faire pour la maman française de Salah.

Plus curieux, le maire de Paris, qui vient de remettre le diplôme de citoyen d'honneur de la Ville de Paris au père d'un jeune soldat franco-israélien, otage du Hamas, a fait voter contre la proposition faite par Alain Lhostis, au nom des élus communistes, lui demandant de s'adresser au président de la République afin qu'il reçoive la mère de Salah, au motif surréaliste que moins on parlerait de son cas mieux cela vaudrait pour lui.

Par ailleurs, Alain Lhostis et Ian Brossat, président des élus communistes au Conseil de Paris, ont été reçus à l'ambassade d'Israël par un ministre conseiller. Lors de leur entretien, à leur demande de libération de Salah, la réponse stupéfiante de ce représentant de l'État d'Israël a été de dire que Salah Hamouri, ayant conservé ses convictions, c'est-à-dire sa volonté de voir un État palestinien enfin créé conformément aux résolutions de l'ONU, il n'avait pas fait preuve de bonne conduite et qu'il devait donc rester emprisonné !

Parler de Salah, se mobiliser pour sa libération, reste un devoir pour tout démocrate.

HOMMAGE À LUCIEN SAMPAIX



Le 15 décembre 1941, le journaliste communiste Lucien Sampaix tombait sous les balles nazies.

“L’avenir vous est ouvert, il est à vous, soyez-en dignes”, écrivait-il dans sa dernière

lettre à ses enfants. Le souvenir de ceux qui ont lutté jusqu’à en mourir ne doit pas rester un simple nom de rue. Connaître leurs combats est pour nous tous un enrichissement, une aide à mieux comprendre notre histoire et les choix que nous avons aujourd’hui encore à faire pour cet avenir qu’ils n’ont pas connu mais qu’ils rêvaient meilleur.

“J’étais secrétaire général du journal français *l’Humanité*, Messieurs, j’avais cet honneur et j’ai mené des campagnes retentissantes contre les ennemis de mon pays”, déclarait Lucien Sampaix devant les juges de la section spéciale, tribunal aux ordres de Vichy et de Hitler.

C’est de cet homme, de ce journaliste communiste, inlassablement antifasciste, dont parlera Patrick Apel-Muller, rédacteur en chef de *l’Humanité*, **le lundi 14 décembre à 19 heures dans les locaux de la fédération de Paris du PCF, place du Colonel-Fabien.**

la nouvelle crèche du carré Saint-Lazare

Après l’ouverture de la crèche du passage Delessert en septembre, celle du carré historique Saint-Lazare a ouvert ses portes en octobre.

Plus petite, puisqu’elle ne compte que trente berceaux, elle se distingue par le fait qu’elle comprend 20 places de crèche et 10 réservées à un multi-accueil.

Cette formule, tout en offrant de la souplesse pour mieux répondre aux choix des parents, permet d’aider davantage de familles.

Nombreuses, en effet, sont celles encore qui n’obtiennent pas la place attendue malgré ces nouvelles ouvertures.

Consciente de ces difficultés, Marie-Thérèse Eychart, élue chargée de la petite enfance, continue à œuvrer pour la création de nouvelles crèches.



HÔPITAL FERNAND WIDAL

une mesure de protection

Une vaste réorganisation des hôpitaux de l’Assistance publique, rassemblant, dans notre arrondissement, Lariboisière, Saint-Louis et Fernand Widal, est en cours.

Si certaines de ces réorganisations s’appuient sur des objectifs médicaux, la visée constante poursuivie par la direction générale est de réduire de façon importante les effectifs, médicaux ou non, à la demande de la ministre de la Santé, ce qui met actuellement les hôpitaux en grandes difficultés.

Dans ce cadre, la légitime inquiétude exprimée par diverses personnes concernant les 250 lits de moyens et longs séjours, basés à Fernand Widal et accueillant des personnes âgées pour l’essentiel très dépendantes, se fait jour.

Alain Lhostis, constatant que, selon le Plan local d’urbanisme, l’hôpital Fernand Widal n’était pas situé en zone de Grand service urbain (c’est-à-dire uniquement consacrée à des activités d’intérêt général), a fait adopter, lors de la réunion du Conseil de Paris du 30 septembre dernier, le classement de cet établissement hospitalier dans ce type de zone.

Ainsi, l’hôpital Fernand Widal a été mis à l’abri de la spéculation immobilière. Cependant, il faudra rester vigilant sur le maintien des activités hospitalières de longs séjours, dans l’intérêt des familles des patients.

LA RÉGIE DE QUARTIER

dans ses murs

Son local, repeint par des jeunes bénévoles, filles et garçons, en plein mois d’août, est ouvert à la Grange aux Belles, au 13 de la rue Louis Blanc.

Le directeur vient de prendre ses fonctions. Des activités s’adressent déjà, par exemple, à des publics à la recherche d’une initiation informatique.

Le Conseil d’administration, composé de représentants des adhérents, de bailleurs sociaux, d’associations, du Pôle-emploi et d’élus d’arrondissement, a défini les orientations d’activité d’ici la fin de l’année, quand la Régie de quartier sera définitivement installée.

Elle devrait alors, dès le début de l’année 2010, commencer ses activités, avec, dans un premier temps, la gestion des déchets, l’entretien des espaces publics et des immeubles.

Pour ce faire, les premiers recrutements s’adresseront prioritairement à des personnes jusqu’à présent éloignées de l’emploi. Elles bénéficieront d’un accompagnement social et d’une formation destinée à les aider à se réinsérer dans le circuit normal de l’emploi.

Alain Lhostis a été le porteur de la mise en place de ce projet pour la municipalité. Il continue de le suivre activement, comme élu chargé de la Politique de la Ville.

ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE 10ème pour s'ouvrir sur d'autres mondes, d'autres cultures

La 14ème édition de la quinzaine *Ensemble, nous sommes le 10ème*, qui s'est tenue fin septembre, a rencontré un vif succès. Consacrée cette année au thème de "la fête", elle regroupait plusieurs initiatives : exposition en mairie, conférence musicale sur les "caf' conc'", projection de films, promenade historique dans le 10ème et fête au bord du canal avec des spectacles au kiosque du jardin Villemin.

Cette initiative, lancée en 1996 par Sylvie Scherer, alors adjointe au maire de l'arrondissement, regroupe aujourd'hui un collectif d'une soixantaine d'associations, ayant pour objectifs de

favoriser les échanges entre associations d'expression culturelle diverse et l'exercice de la citoyenneté.

En plus de la quinzaine multiculturelle annuelle, ce collectif participe à l'organisation des "votations citoyennes", opération qui invite les citoyens du 10ème à se prononcer sur le droit de vote et d'éligibilité de tous les résidents aux élections locales. Un droit qui est déjà accordé dans plusieurs pays européens.

Dans un arrondissement qui compte plus de 60 nationalités différentes et où il faut toujours renforcer le "vivre ensemble", les communistes du 10ème et leurs élus apportent tout leur sou-

tien au travail accompli et à cette volonté de prise en compte de tous les habitants du 10ème dans sa diversité.

Et bonne préparation de l'édition 2010 !

salariés sans-papiers de Monoprix



En grève depuis 6 mois, 11 salariés d'ACP Protection, entreprise de sécurité qui travaille pour Monoprix et Pathé Gaumont, ont investi à la mi-septembre le magasin de Strasbourg-Saint-Denis. Leur employeur refuse de payer la taxe ANAEM de 893 euros par salarié qui permettrait de déposer en préfecture leurs dossiers de régularisation.

Depuis, la CGT a déclenché le 12 octobre une nouvelle vague de grève de travailleurs sans-papiers. Plus de 3 000 salariés sont entrés en lutte en Île-de-France pour obtenir leur régularisation.

VIDÉOSURVEILLANCE protégés ou surveillés ?

C'était le thème d'un débat qui s'est tenu dans le 10ème le 12 octobre à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme et du centre social Aires 10.

Le projet d'installation de 1226 caméras de vidéosurveillance à Paris, dont 60 dans le 10ème a suscité de vives réactions, en particulier des élus communistes.

Ce projet inefficace et liberticide sera à l'ordre du jour du Conseil de Paris de novembre.

Pour exiger un débat citoyen sur cette question, signez la pétition sur : www.paris-sans-vidéosurveillance.fr



Sylvie Scherer, initiatrice en 1996 de la quinzaine *Ensemble, nous sommes le 10ème*, lors de l'inauguration de la 14ème édition de cette manifestation



ÉCOLE

pic-nique sur le parvis de l'Hôtel de ville



Le 26 septembre dernier, des organisations de parents et d'enseignants, ainsi que des associations, se sont rassemblées à nouveau pour réaffirmer leur refus des réformes engagées ces deux dernières années, visant à casser le service public d'éducation.